

Les questions De Waele

Barbu, Daniel

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Barbu, D. (2009). Les questions De Waele. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 9(4), 603-606. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-446365>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Les questions De Waele

DANIEL BARBU

C'est avec un sentiment tout à fait particulier que je m'adresse à Jean-Michel De Waele lors de cette cérémonie qui, bien que festive, renvoie à un contenu intellectuel lourd de sens. La raison en est simple. Comme j'enseigne à la Faculté des Sciences Politiques de l'Université de Bucarest depuis sa fondation en 1991, j'ai eu le privilège, sur une durée qui est longue dans la vie des hommes, d'être un témoin constant de l'engagement scientifique et institutionnel du Professeur De Waele dans l'étude de la politique et des politiques de l'Europe centrale et orientale après la chute du communisme. Étude qu'il a entreprise lui-même, étude qu'il a suscitée à travers les centres et équipes de recherches qu'il a fondés ou aidés constituer à l'Université Libre de Bruxelles ou ailleurs, les colloques qu'il a organisés, les thèses qu'il a dirigées et fait publier, les volumes qu'il a édités.

Pourtant, je ne vais pas parler de sa présence, aussi attachante et influente soit-elle. Je ne voudrais pas apporter de louanges à l'homme, à l'ami, au collègue. Je crois que, dans une circonstance qui voudrait reconduire une pratique académique qui remonte à la culture universitaire médiévale, il vaut mieux discuter de la pensée du récipiendaire du titre de docteur *honoris causa* de l'Université de Bucarest. Ce n'est pas tant l'homme, que l'auteur qui nous honorons aujourd'hui. D'autant plus qu'il s'agit, il me semble, d'un auteur qui aime procéder, à l'instar de la scolastique, plutôt par questionnement que par exposé, selon l'exemple de l'érudition moderne. L'œuvre du professeur bruxellois est balisée par ce qu'il convient peut-être d'appeler «les questions De Waele», interrogations charnières dont la juste formulation avance le savoir plus que toute repose.

La vertu fondamentale des recherches de science politique menées par Jean-Michel De Waele est d'avoir su, à partir de l'étude de l'expérience post-communiste d'invention et réinvention du parti comme agent du phénomène politique, de rendre compte de la nature même des régimes qui se sont succédés en Europe centrale et orientale dans la seconde moitié du XX^e siècle. Aussi, au moyen d'une exploitation intensive des archives juridico-politiques et des pratiques institutionnelles, l'auteur a pu repositionner la question des partis dans un cadre de théorie politique, voire de théorie de la démocratie. Ce qui distingue avant tout le parcours intellectuel de Jean-Michel De Waele c'est l'élégance méthodologique avec laquelle il a réussi d'éviter le double piège de l'empirisme trivial et de la banalité des interrogations auquel échappent rarement les politistes, engouffrés dans le post-comportementalisme d'une science politique dominante, entendue comme étude des choix publics.

Il me semble que, à travers ses recherches, l'auteur que nous célébrons aujourd'hui a été amené à interroger au rebours le processus qui est souvent décrit, d'une manière plus normative qu'explicative, comme «incarnation» de la démocratie. Simplement dit, une certaine pensée sur la possibilité de la liberté et de l'égalité de se croiser et de se fertiliser mutuellement s'est trouvée dans la situation stratégique de pouvoir prendre un corps politique et de générer, ou inspirer, une incarnation que les politistes nomment «régime» et que les comparatistes s'appliquent à saisir

dans une multiplicité d'aspects et de manifestations variées. De là, plusieurs questions, toutes dépassant par leur portée l'horizon empirique de l'Europe centrale et orientale: de quoi la démocratie post-communiste, dans les pays de cette région jadis sous influence soviétique, est-elle faite? Quelle est sa nature ultime? Est-elle vraiment différente de la matière première politique dont feu le totalitarisme a été bâti? Quels sont ses agents et d'où viennent-ils?

Autant que je puisse la saisir, la question centrale de Jean-Michel De Waele, jamais perdue de vue au fil des argumentations les plus diverses, gérant toujours ses raisonnements, ainsi que leur validation empirique, semble s'inscrire au creux même d'un dilemme constitutif de la science politique comprise comme approche, à la fois normative et descriptive, à la démocratie: la démocratie vaut-elle une science qui lui soit propre, comme l'avaient pensé les fondateurs américains de la *political science* universitaire, au titre de l'unicité du sujet politique que celle-ci assume en tant que discipline, ou bien la démocratie se prête mieux à une histoire du phénomène politique moderne ancré dans le social et qui ne postulerait pas une différence de nature entre les sociétés démocratiques et leurs contraires. Si la décomposition de la démocratie a bien engendré le totalitarisme dans l'entre-deux-guerres, tel que le processus a été saisi par nombre d'ouvrages classiques, est-ce que l'écroulement du totalitarisme après la guerre froide ne l'a pas écroulé à l'intérieur de la démocratie post-communiste?

Certes, ces questions interpellent la manière dont nous, à l'Institut de Recherches Politiques de l'Université de Bucarest, avons pris l'habitude d'approcher le contenu politique de la démocratisation roumaine des années 1990 et 2000. Est-ce que nous sommes à même d'en apporter quelques éléments de réponse, aussi *quodlibetales* que les interrogations qu'ils explorent? Comment se fait-il qu'une société qui n'a connu, durant quatre décennies, que «communistes» et «sans partis» a spontanément engendré, en 1990 et après, de «démocrates-chrétiens», de «libéraux», de «socio-démocrates» ou de «démocrates» tout court? Voilà une question qu'on pourrait appeler «dewaelienne». Voilà aussi, dans ce qui suit, une tentative de transformer en objet de recherche un tel enjeu intellectuel qui, en dépit des usages multiples auxquels il s'est prêté au niveau du discours public, reste indéterminé dans l'espace politique post-communiste.

On ne saurait expliquer la transition post-communiste, nous met en garde Jean-Michel De Waele, uniquement comme somme d'actes politiques et de faits sociaux présents et observables. Elle est également à comprendre comme rencontre et affrontement entre une mémoire collective fragmentée et une pluralité de projets de société. Le plus souvent, les références au passé récent relèvent du domaine des contingences et visent plus la compétition partisane post-communiste que le communisme lui-même en tant qu'expérience lisible et intelligible de la société roumaine. Gérer politiquement la mémoire du socialisme d'État en Roumanie après 1989 serait donc un processus d'attribution, sinon d'imputation, et non de compréhension de cette expérience. Les acteurs qui utilisent le passé dans leur discours le font seulement afin d'impartir la responsabilité à leurs adversaires et de se soustraire de tout partage de ce même passé.

Un pareil dispositif éthico-politique semble enclenché par une réflexion: le communisme n'est pas pertinent comme champ d'expérience historique parce qu'il s'est produit en dehors de la volonté des Roumains; au contraire, en tant qu'expression d'un acte collectif de volonté nommé «révolution», le post-communisme se constitue en horizon d'attentes, mais d'attentes rétrospectives, d'attentes définies avec

l'appareil intellectuel fourni par la culture politique du régime renversé. Autrement dit, l'opposition ex-communistes/anti-communistes, dont le lieu exclusif est le discours public, a fonctionné surtout dans les années 1990 comme un clivage idéologique dont le rôle était de rationaliser un paysage partisan autrement indistinct au niveau de ressources humaines et des projets politiques.

Il me semble que la refondation de la communauté politique n'a jamais été en Roumanie un choix politique fort, ni même au lendemain de l'intégration européenne: la seule tradition utilisable, et utilisée par tous les acteurs, y compris pour porter le pays en Europe, a été la tradition du socialisme d'État. La révolution s'est déclinée par ailleurs dans la vulgate discursive mise en place sous le communisme. Le langage des proclamations révolutionnaires en est la preuve: combat sans merci contre un système odieux, décision des ouvriers, intellectuels, étudiants et paysans de lutter quel que soit le prix jusqu'à la victoire de la démocratie, vigilance à l'égard des actes contre-révolutionnaires, le courage du peuple à affronter l'oppression, pitié devant les héros, les idéaux d'une révolution faite par le peuple, nécessité de rédiger un court traité politique comme instrument d'éducation des masses.

L'anticommunisme se déploie donc dans la pensée et se dit avec les moyens intellectuels de la culture communiste. C'est justement dans une telle perspective qu'on pourra mieux comprendre pourquoi le débat public du lendemain des événements de décembre 1989 porta notamment autour de Ceaușescu. Dénoncer «le culte de la personnalité» faisait bel et bien partie de l'inventaire de la culture politique de type soviétique. Cibler le régime, en tant que projet de société, au delà de ses incarnations, s'est avéré une tâche qui n'a pas été menée à bien ni même en 2006. Le Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste conclut, dans des termes qui auraient paru familiers dans les années 1950, que le communisme a été le fait d'un groupe politique «hostile aux intérêts et aspirations du peuple», illustré par soixante quatre biographies exposées à l'opprobre des masses.

Continuité de culture et référentiels politiques, mais aussi continuité juridique entre le régime communiste et son successeur, mise en évidence de bonne heure par le procès des Ceaușescu, qui est peut-être à penser comme une continuité de l'État. Nicolae Ceaușescu lui-même n'a pas manqué de le juger de la sorte: il ne misait plus sur la fidélité des troupes et des autorités publiques, mais il s'attendait en revanche à ce que le peuple en insurrection contre l'armée et la *Securitate* vienne à son secours. C'est également entre les mains du peuple représenté par la Grande Assemblée Nationale qu'il entendait remettre son destin. Il est mort en chantant l'*Internationale* et non pas l'hymne national ou un autre chant patriotique. Considéré dans une pareille perspective, Ceaușescu est le premier post-communiste roumain qui se défait du Parti et de l'État pour se tourner vers le peuple. De la sorte, il annonce que l'emprise de l'État sur la société sera reconduite au moyen d'un projet plus modeste que celui léniniste, mais qui n'est pas sans rapport avec le remploi du léninisme par le Parti-État roumain: le peuple comme porteur de la démocratie. De Nicolae Ceaușescu à nos jours le *peuple*, défini par l'unité d'une volonté indivisible, reste l'alternative politique que les dirigeants préfèrent à la société plurielle et civile. Le Parti-État d'antan s'est sans doute relogé dans un État des partis, mais il a tendance à se manifester, surtout à la veille et au lendemain de son intégration européenne, comme un État-peuple, déjà annoncé dans les années 1980 par la vulgate intellectuelle communiste.

Si le rapport institutionnel au passé des partis post-communistes devrait être compris moins en tant qu'acceptation, fut-elle tacite, de l'héritage du parti unique

que comme résultat d'une attitude à l'égard de l'État façonné par ce parti, il s'ensuit que tous les partis de l'après communisme sont des partis successeurs puisque aucun d'entre eux n'a jamais mis en cause la continuité de l'État et n'a demandé ou procédé au démantèlement des institutions où cette continuité est la plus visible: l'armée, les services secrets et le système judiciaire. Quant aux biographies des dirigeants, et si l'on fait exception des anciens prisonniers politiques qui ont été un moment à la tête des partis dits «historiques», elles mènent toutes (directement ou indirectement) aux appareils du Parti-État et aux «fronts» professionnels que celui-ci s'appliquait à coordonner. À mon sens, ni la compréhension et l'emploi de l'État, ni les parcours individuels n'expliquent pourquoi les partis se sont formés et distribués en familles politiques.

Ceci n'a été qu'un modeste exercice de lecture «dewaelienne» de la genèse des partis roumains. Ainsi mises à l'épreuve, les «questions De Waele» n'ont pas d'importance seulement pour la compréhension scientifique du passé récent et de la politique actuelle dans un pays comme la Roumanie, mais posent des enjeux intellectuels et méthodologiques qui se dressent devant tout politiste, sans égard à la pluralité multiple et variée des domaines possibles de recherche. En fait, au delà de son terroir empirique central- et est-Européen, Jean-Michel De Waele met en cause quelques prémisses théoriques de la science politique comme science de la démocratie, comme savoir fabriqué et étoffé pour rendre compte de la nature et du fonctionnement d'un régime politique qui, en tant que type idéal, ne connaît plus, après 1989, d'alternative pensable.

Il convient donc de reconnaître que Jean-Michel De Waele a dirigé ses recherches avec une maîtrise qui lui vaut bien toutes les honneurs dans une discipline, la science politique, qu'il n'a pas simplement enrichie d'un nouveau cas, l'Europe centrale et orientale, assez intéressant, bien découpé et bien exploré par ailleurs, mais qu'il s'est efforcé d'interroger au niveau des présupposés les plus fondamentaux.